



Centre d'information  
sur les droits des femmes  
et des familles

Yonne

# Rapport d'activité 2025





# Sommaire

Le rapport moral de la Présidente 5

Nos principes d'actions et nos valeurs 6

Bilan des actions 2025 7

**Les chiffres clés de l'année 2025 7**

**L'accès aux droits 8**

Permanences juridiques et nombre de personnes reçues 8

Répartition des demandes 9

Typologie des personnes rencontrées 10

**La lutte contre les violences 11**

L'accompagnement global des victimes au CIDFF 11

Le téléphone grave danger 12

**La prévention des violences et la promotion de l'égalité femmes-hommes 13**

Les interventions scolaires 13

Les informations collectives 15

Les actions autour du 8 mars et du 25 novembre 16

Les moyens du CIDFF89 18



# Rapport moral de la Présidente

Au moment où je rédige ce rapport moral pour le CIDFF89, notre association vient de passer ses 30 ans d'existence !



Ici dans l'Yonne, notre association, du haut de ses 30 ans d'âge, observe au quotidien que l'égalité entre les femmes et les hommes reste un combat, que les violences intra-familiales ont pour victimes très majoritairement les femmes et les enfants. La parole se libère et pourtant le processus qui peut conduire à la plainte puis à la condamnation demeure compliqué pour de nombreuses femmes victimes. Le travail de sensibilisation, d'information et d'accompagnement effectué par notre CIDFF demeure nécessaire dans notre département pour faire progresser les droits et l'égalité ... mais il en faudra encore des années et des années pour changer les mentalités !!!!!

Depuis leur arrivée au CIDFF89, en septembre 2023, nos deux juristes Carolane et Julie ont témoigné d'un volontarisme remarquable sur de nombreux sujets et je soulignerai en particulier l'action Angela sur le Sénonais, les nombreuses actions de prévention auprès des jeunes de l'école élémentaire au lycée, et une action en cours sur le respect du corps auprès des enfants : les Droits et Interdits !!!

Le Rapport d'Activité qui suit et qui sera présenté par Carolane et Julie témoigne de l'intensité des actions conduites par les Juristes, que ce soit en entretiens individuels ou en informations collectives.

Les CIDFF sont missionnés par l'État pour apporter des informations juridiques auprès des citoyens et assurer de l'accompagnement pour les signalements de situations de violence. Particularité icaunaise, nous portons depuis 2013 le dispositif des téléphones grave danger dans le département, nous y reviendrons.

Le CIDFF89 est connu et fait référence en matière d'accès au droit, conseil aux victimes de violences et actions en milieu scolaire. Nos actions auprès des Élus Ruraux et des conseillers des Espaces France Service renforcent notre présence dans les secteurs ruraux. Aucun citoyen ne doit être oublié et c'est par un travail collectif avec d'autres partenaires qui œuvrent aussi dans ce domaine que nous y arrivons.

Avant de conclure ce rapport moral et passer aux remerciements je veux avoir une pensée pour Guy Paris administrateur du CIDFF qui nous a quitté en août 2025.

Une pensée et un grand merci à Marilou Plot qui a quitté l'Yonne pour les Deux Sèvres dans le but de ce rapproché de ces enfants pendant la maladie de son mari, Jean Pierre Plot est décédé en décembre 2025. Marilou était pour moi une vice-présidente très présente sur laquelle je pouvais compter. Merci Marilou pour tes 10 ans au CIDFF.

Je passe maintenant aux remerciements.

Je commencerai par remercier à nouveau les salariées pour leur engagement dans notre mission.

Mes remerciements vont aussi naturellement aux administrateurs pour leur assiduité lors des conseils d'administration et aux membres du Bureau pour tout le travail effectué.

Je tiens tout particulièrement à remercier Madame Catherine Maudet, Conseillère Départementale pour son soutien et sa confiance ainsi que Madame Emmanuelle Cugurno notre Déléguée Départementale aux droits des femmes et à l'égalité qui depuis son arrivée se montre à notre écoute et force de propositions.

Je renouvelle mes remerciements auprès de nos partenaires : correspondants des accueils de jour pour femmes victimes de violences conjugales d'Auxerre et Sens, le CDAD, l'ADAVIRS, les services de Gendarmerie et Police, la Croix Rouge et les travailleurs sociaux du Département et bien d'autres ... avec lesquels les coopérations sont fortes et qui participent pleinement à la lutte contre les violences faites aux femmes, mais également tous nos financeurs et donateurs.

Je remercie le Cabinet Capec qui nous accompagne tant sur le volet RH-Social que sur tous les aspects comptabilité.

Ainsi se termine mon rapport moral et maintenant place au Rapport d'activité 2025.

Simone PARIS, Présidente du CIDFF89

# Nos principes d'action et valeurs

Depuis plus de 50 ans, les Centres d'information sur les droits des femmes et des familles exercent une mission d'intérêt général, confiée par l'État, pour favoriser l'accès aux droits des femmes et leur insertion socio-économique.

Les CIDFF contribuent à améliorer la vie des femmes et à construire une société plus égalitaire à travers la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

## Nos principes d'actions :

X Rendre les femmes actrices de leur autonomie personnelle, professionnelle et sociale ;

X Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes ;

X Lutter contre les violences sexistes et sexuelles ;

X Accueillir chaque femme en tenant compte des spécificités de son parcours et lui proposer un accompagnement global

La Fédération nationale compte aujourd'hui 98 associations locales et 13 fédérations régionales. À travers 2 300 permanences animées partout en France, le réseau est reconnu comme le premier réseau pour l'accès aux droits des femmes en France.

Le CIDFF de l'Yonne s'inscrit pleinement dans cette dynamique, au travers de trois missions principales :

- L'accès au droit
- La lutte contre les violences sexistes et sexuelles
- La prévention et l'éducation à la citoyenneté



**Gratuité**

**Nos valeurs**

**Accueil  
inconditionnel**

**Confidentialité**

# Les chiffres clés 2025

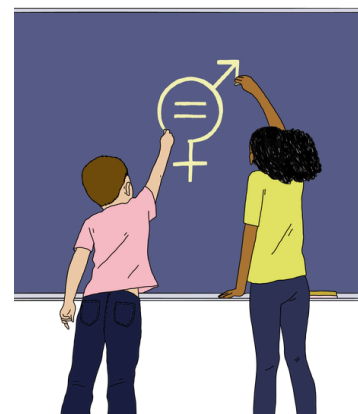
**1201** entretiens réalisés

**2090** demandes émises



**348** victimes de  
violences reçues

**1565** personnes informées  
et sensibilisées



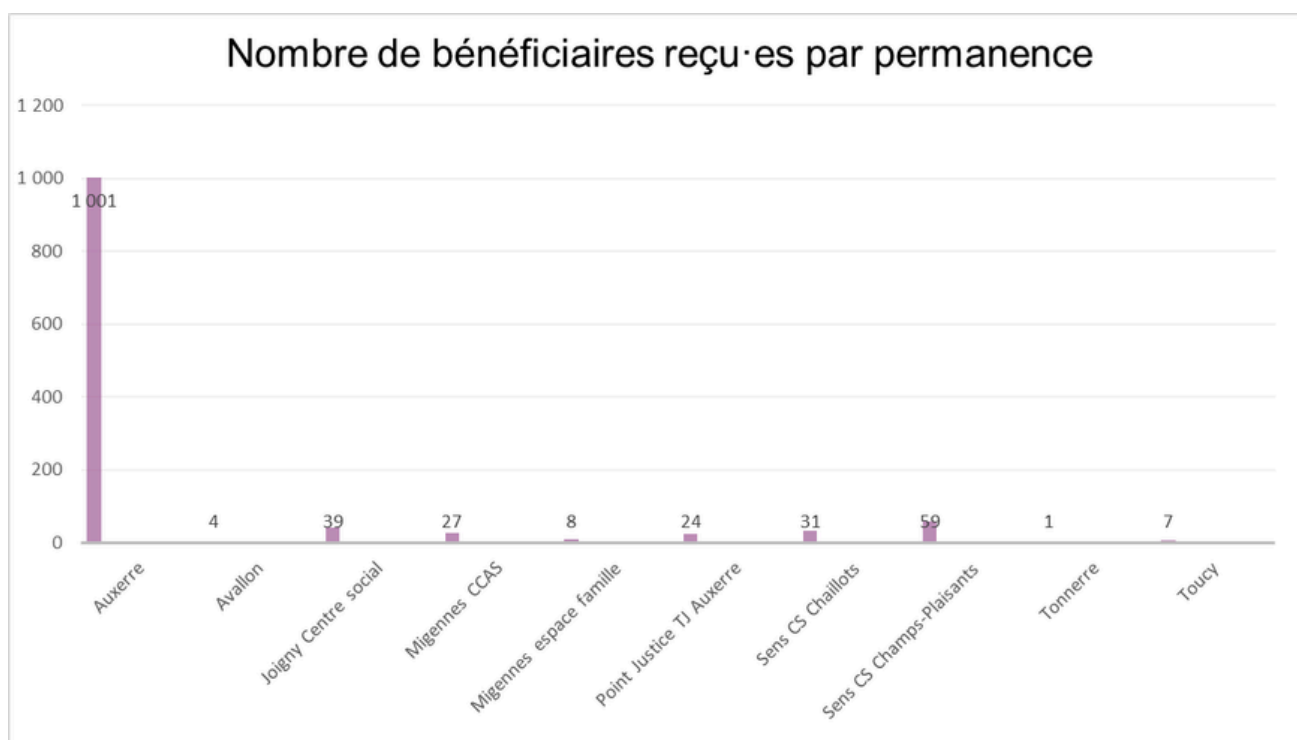
# L'accès au droit



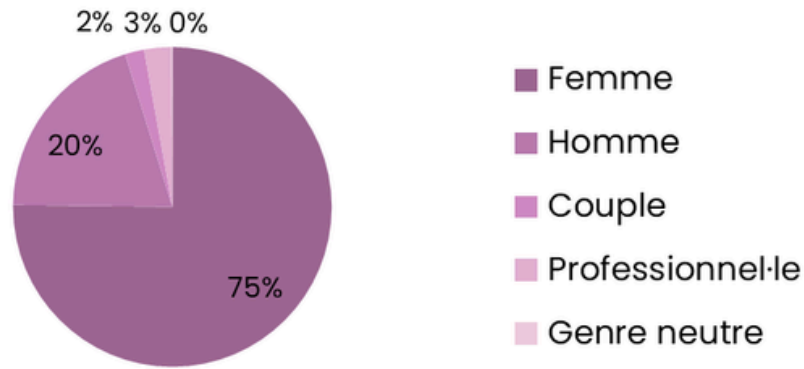
## Les 10 lieux de permanences :

- **Auxerre** (Siège et Point Justice du Tribunal Judiciaire)
- **Sens** (CS Champs Plaisants, CS Chaillots)
- **Migennes** (Espace Famille, CCAS)
- **Joigny**
- **Avallon**
- **Tonnerre**
- **Toucy**

Au total, **1201 entretiens ont été réalisés en 2025**, dont 1001 entretiens réalisés par téléphone et en présentiel sur Auxerre, auxquels s'ajoutent les rendez-vous physiques dans les diverses permanences.



## Bénéficiaires d'entretiens individuels avec le CIDFF



### Les entretiens par principales demandes :

**857** Droit de la famille

**377** Parentalité / Conjugalité

**38** Droit du travail

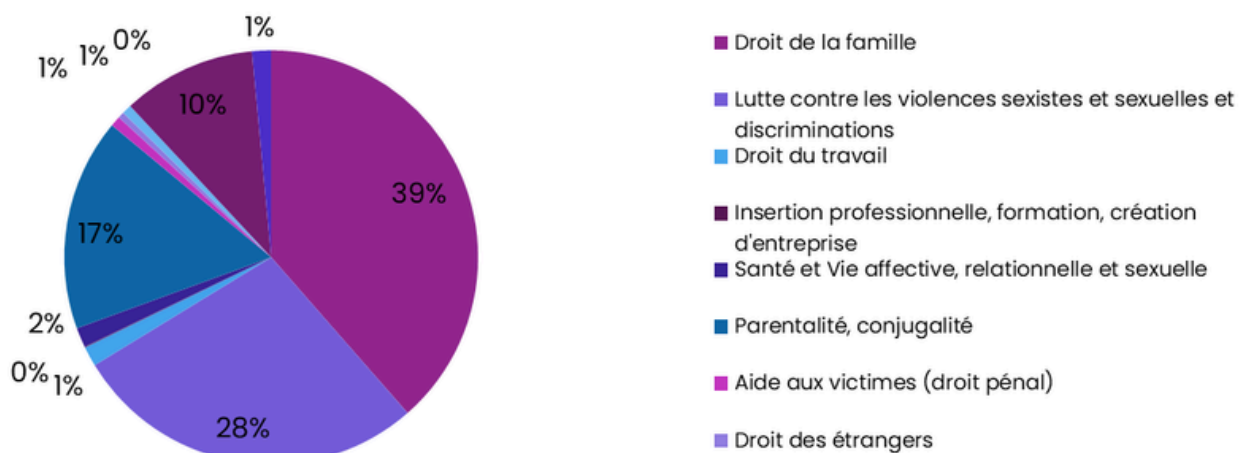
**207** Droit, démarches, aides sociales

**16** Droit du logement

**14** Droit des étrangers

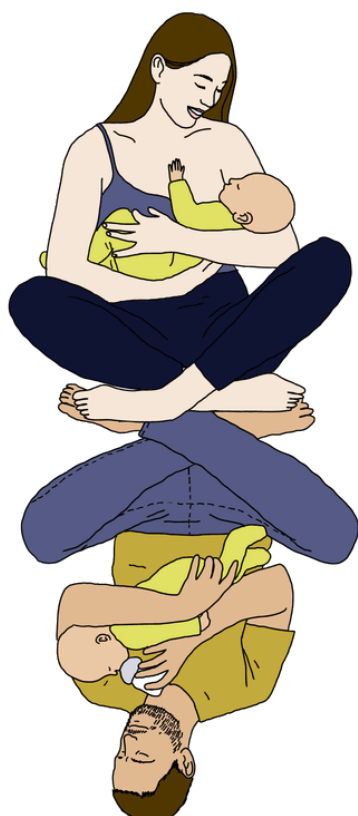
**499** Lutte contre les violences sexistes et sexuelles, discrimination

### Répartition par catégorie des demandes formulées par les femmes



## Typologie des personnes rencontrées

Sur un échantillon de **266 personnes** : **10%** ont moins de 25 ans, **77%** ont entre 26 et 55 ans, **18%** ont plus de 55 ans.



Sur un échantillon de 845 personnes : **658 ont au moins un enfant à charge**, soit 77% des personnes reçues.

Sur un échantillon de 879 personnes : **169** sont en couple, **524** sont séparées et **175** sont en cours de séparation.

Sur un échantillon de **266 personnes** :

- **22%** sont sans emploi
- **64%** sont en emploi



# La lutte contre les violences

## Un accompagnement spécialisé



En 2025, **319 femmes ont évoqué une situation de violences**, 88% concernant des violences au sein du couple.

Dans **15% des cas**, les violences n'étaient pas la raison de la venue et ont été identifiées par les juristes.

24% signalent des violences verbales et menaces, 23% des violences physiques, 21% des violences psychologiques, 15% du harcèlement moral

Au CIDFF, l'accompagnement des femmes victimes de violences peut se faire à tout moment. Le CIDFF peut être la première porte ouverte, avant même de considérer un départ du domicile ou une séparation. Le rôle de la juriste est alors de nommer les violences, rassurer la victime et mettre en évidence les solutions existantes.

La victime peut également être orientée par son entourage ou des partenaires afin d'être accompagnée dans ses démarches, notamment judiciaires, et bénéficier d'un appui concret.

*"Lorsque vous m'avez accueillie la première fois, j'avais honte et j'avais peur de faire du mal. Vous avez su écouter, conseiller et prononcer les bons mots à la fois en faisant confiance sans jamais juger. Cette première écoute a été pour moi un possible 'j'ai le droit de ...', une autorisation en quelque sorte que certains schémas relationnels ne permettent plus de voir. J'étais complètement enfermée. La seconde rencontre m'a de nouveau rassurée et permis de poursuivre ce chemin que l'on vit comme interminable. Alors je tenais à vous remercier du fond du coeur pour 'ce possible', cette 'fenêtre' qui m'a permis de reprendre mon envol"*

Témoignage d'une femme accompagnée

## Le groupe de parole

Le groupe de parole pour femmes victimes de violences conjugales s'est réuni à de multiples reprises sur Auxerre. Composé de **9 femmes** et **animé par un psychologue**, il s'agit d'un espace permettant aux victimes de trouver un soutien et un échange avec d'autres personnes au vécu similaire pour pouvoir avancer et rompre l'isolement.

# Le dispositif du Téléphone Grave Danger

Il s'agit d'un téléphone disposant d'une touche d'urgence permettant à la victime de joindre en cas de **danger physique** un service de téléassistance 24h/24 et 7j/7, qui évalue le danger et prévient si besoin les forces de l'ordre pour permettre **une intervention en quelques minutes** grâce à la géolocalisation du dispositif.

## EVALUATION

réalisée principalement par une juriste de France Victimes ADAVIRS ou du CIDFF mettant en avant la situation de dangerosité



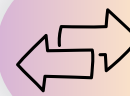
## ATTRIBUTION

réalisée au Tribunal Judiciaire par la juriste du CIDFF en binôme avec la chargée de mission VIF du tribunal



## RESTITUTION

lorsque la victime se sent prête à rendre le téléphone ou que les conditions légales ne sont plus réunies



## DECISION

prise par le Parquet au Tribunal Judiciaire en fonction des critères légaux d'attribution



## SUIVI

pouvant aller de quelques mois à plusieurs années en fonction des incidents et des besoins de la victime



La flotte du département de l'Yonne est composée de **52 TGD** : **27** sur la juridiction de Sens et **25** sur la juridiction d'Auxerre.

**En 2025, 84 femmes ont bénéficié d'un téléphone grave danger**, une augmentation constante sur les dernières années (73 en 2024, 69 en 2023, 57 en 2022).

Le téléphone grave danger est attribué initialement pendant **6 mois**. Le rôle des juristes est de réaliser un suivi en contactant régulièrement la victime, ce qui permet par exemple d'informer les autorités dans la cas d'une violation d'une interdiction de contact. A la fin des 6 mois, un bilan plus général est réalisé pour demander soit le renouvellement du dispositif soit sa restitution. La juriste organise dans ce dernier cas la bonne réception du téléphone et la désaffectation du dispositif.

La durée du suivi réalisé par les juristes est en moyenne d'un an.

# La prévention des violences et promotion de l'égalité femmes - hommes

## Les interventions scolaires

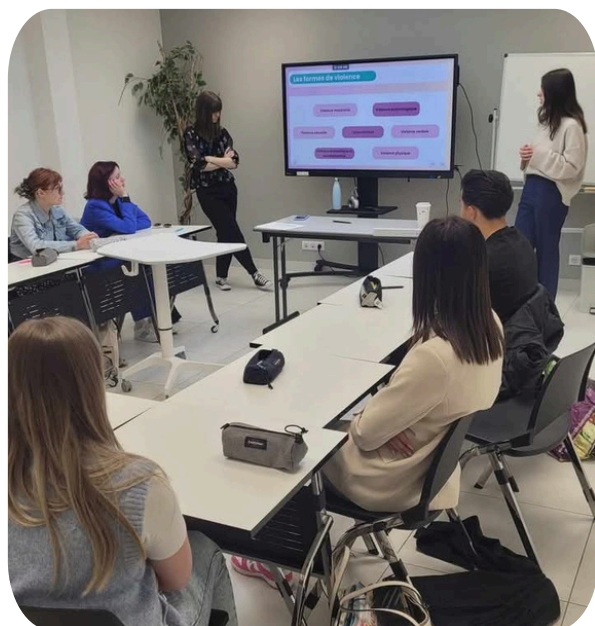
### → Ciné-débats sur le harcèlement scolaire

En 2025, le CIDFF en partenariat avec le CDAD89 et la DSDEN89, a réalisé 6 ciné-débats dans différents collèges de l'Yonne pour discuter avec les élèves du harcèlement scolaire.



### → Intervention à la Maison de la coiffure

Les juristes sont intervenues pour réaliser une séance de prévention sur les différents types de violences au sein du couple.



### → Intervention auprès des compagnons du devoir

Les juristes sont intervenues pour un temps d'échange sur les violences sexuelles et la notion de consentement.



D'autres interventions scolaires ont eu lieu, entre autres, auprès de l'école élémentaire Brazza à Auxerre ou de l'école St Aubin Château Neuf à Le Val D'Ocre...

# Le projet "Mon Corps, Ton Corps, Nos droits"

Ce projet a été initié suite au constat de la CIVISE selon lequel environ **160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles** chaque année en France. Le projet, retenu au contrat de ville de l'Auxerrois, consiste en **une prévention des violences sexuelles en milieu scolaire à destination des élèves, de l'équipe pédagogique et des parents.**

Ainsi, il a été réalisé par les juristes du CIDFF au sein des écoles élémentaires Courbet et Renoir d'Auxerre une intervention auprès de **tous les élèves du CP au CM2**, afin de les sensibiliser **au respect de leur corps et de celui des autres**, en les informant sur leurs droits et les moyens de se protéger face à de telles violences. De même, **les parents d'élèves et l'équipe pédagogique** ont été inclus dans le projet.



→ Bilan quantitatif :

- **14 interventions pour environ 210 enfants sensibilisés**
- **2 séances auprès de l'équipe pédagogique** : une séance de présentation du projet avec la responsable du service social de l'académie de l'Yonne et une séance de restitution après les interventions.
- **2 séances auprès des parents** : une séance de présentation du projet auprès de 9 représentants des parents d'élèves et une séance de restitution auprès de 9 parents d'élèves.

Cette action s'inscrit dans une volonté de **prioriser la lutte contre les violences sexuelles faites aux mineurs** en agissant dès le plus jeune âge.

## Les interventions collectives



### → Développement du dispositif ANGELA dans le Grand Sénonais

Le dispositif mis en place en 2024 a continué de se développer en 2025 avec de nouvelles séances auprès des partenaires. En totalité, 62 partenaires ont été formés par les juristes du CIDFF et intégrés dans le dispositif.

### → Invitation à l'inauguration du Centre régional EMILIE MOTTET à Besançon

Le CIDFF a été choisi pour présenter un projet départemental, le projet "Mon Corps, Ton Corps, Nos Droits", lors de l'inauguration du centre numérique.

Ce centre de ressource permet notamment de faire connaître les actions du CIDFF auprès des partenaires et du public.

### → Sensibilisation au PLIE de Sens

Les juristes sont intervenues auprès d'une quinzaine de participants du PLIE afin de les sensibiliser aux violences conjugales et intra-familiales.

### → Sensibilisation à l'EPNAK de Joigny

Une juriste est intervenue auprès des personnes accompagnées par le personnel de l'EPNAK dans le cadre du RSA. L'intervention visait à informer sur les missions de l'association et les droits des usagers, ainsi que de les sensibiliser aux violences intrafamiliales, sexistes et sexuelles.

### → Présence aux journées portes ouvertes - Espaces France Services

Le CIDFF poursuit son partenariat avec les 34 Espaces France Services de l'Yonne, notamment en étant présent lors des journées portes ouvertes en octobre. Cela a notamment pu donner lieu à un échange avec les usagers de l'Espace France Service de Noyers sur l'évolution des droits des femmes et de la législation sur les violences faites aux femmes.



### → Intervention sur les violences sexistes et sexuelles au travail au CFA d'Auxerre

Les juristes sont intervenues auprès du CFA d'Auxerre pour réaliser une prévention auprès du personnel suite à la nomination de référents Violences Sexistes et Sexuelles au Travail.



## Les actions autour du 8 MARS

### → Ciné-débat au CGR d'Auxerre

Les juristes ont animé un ciné-débat organisé par l'Espace d'Accueil et d'Animation "La Confluence" de la ville d'Auxerre. L'action portait sur le thème du droit à l'avortement avec la diffusion du film "Annie Colère" de Blandine Lenoir suivi d'un débat avec la salle.



### → Tenue d'un atelier à la Ligue de l'Enseignement à Auxerre

Dans le cadre d'un rassemblement fêtant les 15 ans du Service Civique, les juristes sont intervenues lors d'un atelier évoquant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et l'évolution de la législation. Un stand du CIDFF était également présent afin de présenter les missions de l'association.

### → Intervention scolaire auprès des élèves du Lycée Sainte Colombe de St Denis les Sens

Le CIDFF était présent pour une séance de sensibilisation auprès des élèves de seconde du lycée sur les violences au sein du couple, en appui des élèves de terminales portant le projet "Brise ton silence".



### → Intervention dans le cadre du projet "Engagées" de l'INSPE

Une juriste est intervenue, accompagnée par une personne du corps enseignant, auprès d'élèves de trois lycées d'Auxerre, pour présenter l'évolution des droits des Femmes, à l'aide de portraits de différentes femmes engagées dans le monde.

## Les actions autour du 25 NOVEMBRE

### → Sensibilisation sur les violences intrafamiliales à Saint Florentin

Les juristes, sous l'impulsion et avec le soutien de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité, a réalisé une sensibilisation de deux jours auprès de 21 professionnels du département (assistantes sociales, référentes VIF...) sur le sujet "Accueil, écoute et orientation des victimes de violences intrafamiliales".



### → Colloque Conseil Départemental à Tonnerre

Le CIDFF était présent au colloque annuel du Conseil Départemental de l'Yonne, ayant pour thème "La femme face aux violences sexuelles : prévenir, protéger, accompagner, reconstruire". Lors d'une table ronde sur le sujet du consentement, une juriste du CIDFF a pu prendre la parole pour parler de la notion au prisme de la loi et de son impact concret pour les victimes de violences sexuelles ainsi que son usage auprès des jeunes en intervention scolaire.

### → Intervention scolaire au Lycée Fourier d'Auxerre

Les juristes sont intervenues auprès de tous les élèves internes du lycée afin de réaliser plusieurs séances de sensibilisation sur les différentes violences sexuelles et plus précisément sur le risque prostitutionnel et l'exploitation sexuelle des mineurs.

### → Passage sur la radio ICI AUXERRE

Le 25 novembre, les juristes du CIDFF et une juriste de France Victimes ADAVIRS étaient présentes afin de discuter de la lutte contre les violences faites aux femmes et expliquer l'accompagnement d'une victime au sein d'une association d'aide aux victimes.



### → Intervention à l'INSPE

Lors d'une journée pédagogique et d'un concours de plaidoirie à destination de lycéens des lycées d'Auxerre, le CIDFF a tenu un atelier intitulé "Informer et accompagner les victimes dans leur parcours judiciaire".

# Nos moyens

## ➔ UNE GOUVERNANCE QUALIFIÉE ET MOBILISÉE

La gouvernance de la Fédération nationale se compose des instances suivantes :

**Le Bureau** : présidé par Simone PARIS

*Composition du Bureau au 1er juin 2025*



Simone PARIS  
Présidente



Marilou PLOT  
Vice-présidente



Maryvonne RAPHAT  
Secrétaire



Sylvette DETREZ  
Trésorier



Guy PARIS

Le CIDFF de l'Yonne tient à rendre hommage à Guy PARIS, bénévole et administrateur du CIDFF pour son précieux soutien et son engagement sans faille.

**Le Conseil d'administration** : composé de 25 administrateurs

## ➔ UNE ÉQUIPE SALARIEE IMPLIQUÉE



Carolane GARD  
Juriste



Julie PICOT  
Juriste



Isabelle HEDOT  
Chargée d'accueil  
et de secrétariat

## ➔ DES PARTENAIRES PRÉCIEUX

En 2025, le CIDFF de l'Yonne a été soutenu par ses partenaires institutionnels, associatifs et privés.



DIRECTION REGIONALE AUX DROITS  
DES FEMMES ET A L'EGALITE DE LA REGION  
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE



AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES



**Un grand merci à l'ensemble de nos partenaires, dont la contribution permet au CIDFF89 de poursuivre ses missions et développer de nouvelles actions en faveur de l'égalité femmes-hommes.**

**Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des familles de l'Yonne**

29 B Boulevard Vaubelle 89000 AUXERRE

03 45 02 72 72 - cidff89@gmail.com

yonne.cidff.info

